

La grande escroquerie du politique.

Quelques TGV retardés plus tard, un fabuleux show médiatique commença le 11 novembre 2008. Jeu politique à multiples tiroirs, que le traitement de ces quelques sabotages. Dont un an plus tard, tous le monde semble se foutre. Du fait divers traités comme « affaire politique »... Quelques éléments du débat méritent un meilleur traitement, ici en guise d'introduction certains points abordés qui dépassent la seule dite « affaire de Tarnac ».

LES MEDIAS

Lorsque les médias sont aux premières loges comme on l'a vu à Tarnac ou à Villiers-le-bel, ils ne couvrent pas un événement, ils font parti de l'évènement. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas là non seulement pour observer une perquisition, mais ils font parties du dispositif de cette perquisition.

Où l'on voit aussi qu'autant à Villiers-le-bel de nombreuses agressions et dépouillages de journalistes ont suivi les perquisitions, à Tarnac - et maintenant chez certains squatters «radicaux» - ils furent surtout accueilli à bras ouvert. Une des premières marques de lucidité des révoltés est bien de reconnaître le journaliste comme un ennemi et de le traiter comme tel.

Politiciens, magistrats, haut fonctionnaires (flic ou bureaucrate) et journalistes font partis d'un même milieu. Il serait naïf, et malgré certaines batailles internes qui peuvent apparaître, de ne pas s'en rendre compte ou de

l'oublier. Dans les fumeux carnets de l'ancien patron des RG, il annotait sur certains journalistes « celui-là travail bien, bon informateur ». C'est que chacun faisant son boulot bien évidemment, il n'y pas plus d'altruisme qu'ailleurs et les rapports que peuvent avoir les journalistes avec les décideurs, les politiciens ou les flics sont du « donnant-donnant ».

Pour « utiliser » les médias, il est indispensable d'adapter son discours et sa pratique à ce qui est admis comme acceptable. Rien de mieux pour se neutraliser.

Le retour à des positions ou des pratiques radicales reste englué dans cette contradiction. Avec une gauche aux abois pour se recomposer, se construire une crédibilité et trouver la stratégie de reconquête du pouvoir exécutif, pour elle tout ce qui se présente se doit d'être recyclable et récupérable. Et pour cela, c'est un boulevard qui lui a été ouvert.

L'INSURRECTION QUI VIENT

En vente en librairie, cet opuscule est un des éléments à charge dans l'instruction anti-terroriste en cours. Ce texte est un condensé de confusions, où un chat est un tigre, et le tigre n'existe pas. A vrai dire ce livre ne dit pas grand chose, la seule critique réelle qu'il porte est sur ce qui semble être le milieu d'origine des auteurs : la petite bourgeoisie. En gros, « notre vie consumériste est une misère affective », s'ensuit alors un appel prophétique à rejoindre un hypothétique maquis.

La notion des classes sociales n'est pas abordé, pour les auteurs elles n'existent pas sinon c'est les fondements même de leur discours qui se dérobent. Malgré des références éparses à l'Argentine ou à Oaxaca, sans analyse quelconque sur ce qui c'est passé dans ces endroits là, la vision reste franco-française. Au fil de la lecture on nous sert alors que des juxtapositions de faits, d'évènements, de positions sans aucune profondeur, sans fil réel qui les relie. Si ce n'est d'être publié dans un livre de la Fabrique édition.

A vrai dire ce livre en dit plus sur une manière d'aborder le politique. Un point de vue où le moteur est le choix, choisir d'aller passer ses soirées dans des endroits branchés ou de rejoindre une communauté alternative, choisir son boulot ou de ne pas bosser. D'avoir de l'argent ou d'en avoir en déclamant que l'argent n'existe plus. Encore faut-il avoir les moyens de faire ces choix.

La dynamique des luttes et des révoltes a pour moteur des considérations à la fois plus complexes et plus concrètes. Elles ne peuvent éclore, prendre corps, que lorsque les conflits d'intérêts qui traversent et opposent les différents corps sociaux se cristallisent. Dans les sociétés capitalistes avancées la réalisation d'une classe moyenne fait jeu de tampon social, et renforce la croyance que tous auraient les mêmes intérêts dans un monde démocratique. Jusqu'à la prochaine crise.

LA DÉMOCRATIE

Le démocratie a le goût de l'argent. Et ce n'est pas en supprimant le suffrage censitaire que cette réalité s'est effacée. Pas la peine de faire des études d'étymologie ou de tenir une chair d'historien pour saisir ce qui s'entend derrière le vocable de démocratie. C'est exclusivement la limite de ce qui peut se faire, le cadre reconnu dans lequel le *débat* peut se jouer. En dehors les forces armées (policières et militaires) sont là pour le faire respecter, circonscrire tout actes ou toutes révoltes aux cadres démocratiques.

LA LUTTE DE CLASSE

L'explosion toute relative des grands centres industriels et l'atomisation du monde ouvrier lors de la mutation du modèle fordiste a entraîné chez les penseurs politiques l'euphorie en affirmant la fin du prolétariat, c'est-à-dire de la lutte des classes. Les démocraties des pays dits avancés étant alors le modèle ultime, la fin de l'histoire. Pour autant personne n'osa affirmer dans le même mouvement l'avènement d'une société sans classe. Tout de même. Cette euphorie gagna même les milieux crypto-situs, abandonnant le fétiche des ouvriers et des conseils de l'IS, se résumant à un existentialisme radical puisqu'à fleur de peau. Il n'y a plus de classe

INSURRECTION ET COMMUNISME

Avec plus de 150 ans d'histoire récente, des transformations et des évolutions du mouvement ouvrier qui allaient de paire avec celles des sociétés et le cadre du capitalisme, le temps des prophéties semblait révolu. Dorénavant les prophètes s'expriment dans *Le Monde*. Piètre spectacle, dont on ne saurait dire s'il influence les lecteurs de cette presse.

Non pas qu'une insurrection ne semble pas nécessaire, bien au contraire. Au vue de l'état des rapports sociaux et la non-vie qui n'est que ce que peut proposer ce monde. D'une classe dirigeante, économique et politique, qui ne jettera pas non plus les clefs par la fenêtre. Une confrontation, sortant des aménagements qui ramènent au statu quo, ne peut être que violente et fatale pour l'un des deux camps.

Dissenter sur l'insurrection comme on discute d'une nouvelle de P. K. Dick, est à laisser à ceux qui se construisent leur bocal militant. L'insurrection, c'est le moment où les questions pratiques se posent aux révoltés. Lorsque la confrontation, la révolte, dépasse son cadre initial. Lorsqu'elle transcroit, diront certains.

Elle ne sera jamais le fait de militant. Comme on a pu le lire auparavant, les insurgés de demain ne lisent pas *Libé*, pas plus que *l'insurrection qui vient*. Ceux qui pensent que leurs activités politiques fomentent la prochaine insurrection pensent comme un vieux Vladimir, qui lui n'a fait qu'enterrer le possible de la révolution.

Le communisme est la transcroissance possible de l'insurrection/révolution. Non pas comme un après idéalisé, mais

Parler de démocratie uniquement en termes d'idéal, c'est se refuser d'en saisir pleinement le sens. Elle est pourtant liée à un monde qui n'a que l'exploitation pour se maintenir. Exploitation par le travail, exploitation de l'individu dans sa totalité. La démocratie n'est qu'un cache-sexe pour maintenir une mystification : l'intérêt commun.

Lorsque le jeu de la démocratie ne suffit plus, le fascisme ou l'Etat d'exception ne sont pas son contraire, mais sa porte de sortie, son va-tout.

puisque tout le monde consomme les mêmes produits. Les raccourcis sont simplistes face à un réel mouvement historique, la réorganisation nécessaire du capital et donc des formes de l'exploitation depuis un trentaine d'année. On nous parle pourtant encore, comme une éclipse, de masses, de pauvres, de gueux ou de plèbe... Les mouvements de révoltes ne peuvent *pas* avoir comme *moteur* le rejet de sa place de privilégiés, que ce soit en tant qu'habitants de pays riches pour les décroissants, ou par rupture plus ou moins assumé de sa classe par les rejetons de la classe moyenne voire bourgeoise.

en germe au sein de la confrontation. Autant, tant que le mode capitaliste perdure, aucune organisation ne peut en être en dehors. Autant la révolution doit détruire les fonctionnements préexistants. Le communisme ne sera possible que si les rapports sociaux du capital ne sont plus reproductible. Les rôles sociaux de flics, journalistes, magistrats, DRH, artistes, représentants politiques, chefs militaires, intellectuels, matons, managers, cadres... se doivent d'être caducs. Il n'y aura pas de prophétie réalisée, de bonheur sous un ciel rouge. Des conflits existeront, à savoir les intérêts et le sens de ces conflits.... A cet égard, il est absurde d'annoncer benoîtement que le communisme est le « libre jeu des formes de vie ». ce n'est-il déjà pas le cas dans le capitalisme, le marché étant le libre jeu, et de sa dynamique le possible des formes de vie ? Les guerres, la police et la justice, les moyens d'assurer la liberté de sa forme de vie à une classe ? A moins de réclamer plus de démocratie...

Sans savoir si ce débat est d'actualité, il est pour le moins formoliser dans les pages de *Libé* ou du *Monde*. Il n'existe pas ou cadavérisé avec des sociologues, des spécialistes de la politique. Par contre il peut reprendre vie au sein des prolétaires. C'est-à-dire parmi tous ceux qui subissent les règles du mode capitaliste, et qui n'y ont pas de porte de sortie, d'échappatoire.

Que devenons-nous détruire, que devenons-nous reprendre ? C'est la question que doit se poser à la révolte et à tous les révoltés.